



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 15 janvier 2024 portant mise en demeure à la Société RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) pour les installations exploitées sur la commune de Bergheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et, notamment son article L. 171-8 ;

VU la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015 portant prescriptions complémentaires pour son site de Bergheim, relatifs aux rejets de lixiviats, au titre du 1^{er} du livre V du code précité ;

VU la visite d'inspection du site le 23 novembre 2023 ;

VU le rapport du 29 novembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 23 novembre 2023 ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 17 juin 2015 susvisé, prescrit que :

«[...]Les valeurs limites de rejets en concentration des lixiviats avant toute dilution sont fixées dans le tableau suivant [...] :

arsenic 0,1mg/l

[...]

Considérant que la dernière analyse trimestrielle sur les lixiviats présente un taux d'arsenic non conforme à l'article 4 de l'arrêté du 17 juin 2015 susvisé et que sur les onze dernières analyses s'échelonnant du 12 mars 2021 au 17 août 2023, il a été constaté huit valeurs au-dessus du seuil autorisé pour l'arsenic ;

Considérant que l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé impose que : » [...] *Les résultats des mesures sont [...] accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, [...].* [...] »

Considérant que le service d'inspection a constaté, lors de sa visite du 23 novembre 2023, l'absence d'analyse concernant les dépassements récurrents sur les teneurs en arsenic contenues dans les rejets aqueux et l'absence d'actions correctives permettant de remédier à cette situation, ce qui constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

La société RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) dont le siège social et l'exploitation sont implantées route de Rodern à Bergheim (68750), est mise en demeure, pour son exploitation relevant de la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées, de respecter les prescriptions précisées à l'article deux, dans le délai qui y est indiqué.

Article 2 :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015, susvisé :

« [...] *Les valeurs limites de rejets en concentration des lixiviats avant toute dilution sont fixées dans le tableau suivant [...] :*
arsenic 0,1mg/l

Article 3 :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, susvisé :

« [...] *Les résultats des mesures sont [...] accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, [...].* [...] »

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société RMB.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.